



NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



Distr. : GENERALE

E/ECA/CM.25/CRP.2
24 avril 2001

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingtième réunion du Comité technique
préparatoire plénier/Neuvième réunion du
Groupe intergouvernemental d'experts

Alger (Algérie)
2 - 7 mai 2001

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Trente-quatrième session de la Commission/
Vingt-cinquième réunion de la Conférence des
ministres/Neuvième session de la Conférence
des ministres africains des finances

8 - 10 mai 2001

Alger (Algérie)

**MOBILISATION DE MILLIARDS POUR LA LUTTE
CONTRE LE SIDA EN AFRIQUE :
PERSPECTIVES D'AVENIR**

[Projet de document présenté au Sommet d'Abuja
16 avril 2001]

**N.B. Les versions française et anglaise de ce document ont été
fournies par l'ONUSIDA**

Le présent document a été rédigé par le personnel du Secrétariat de l'ONUSIDA de Genève, avec des contributions utiles de la Commission économique pour l'Afrique.

TABLE DES MATIERES

Résumé.....	iii
1. Quel est le montant des fonds nécessaires ?	1
2. Combien consacre-t-on actuellement au SIDA en Afrique - Et quelle est la taille du fossé ?	1
3. Comment mobiliser ces milliards pour le SIDA en Afrique ?.....	3
4.1 Principes directeurs	3
4.2 Plan de financement.....	4
4.3 Les raisons d'espérer	5
5. Quels sont les mécanismes clé, actuels ou futurs, qui sont requis pour la mobilisation des milliards pour la lutte contre le SIDA en Afrique ?.....	6
6. Prochaines étapes proposées pour la mobilisation des ressources - que peuvent faire les leaders africains ?.....	7
7. Conclusion	9
Annexe : Scénarios de financement intérieur des programmes de VIH/SIDA en Afrique	10

RESUME

Le renversement de la tendance de la pandémie du VIH/SIDA en Afrique nécessite une action très étendue et bien financée par milliards de dollars, au moyen d'une prévention efficace, de soins et d'une réduction de l'impact. La prise de conscience croissante de l'effet dévastateur du SIDA et l'engagement politique de plus en plus manifeste, offrent une nouvelle opportunité pour une forte augmentation du financement et du niveau des programmes de réponse à la pandémie. Le leadership africain et un engagement financier sont les facteurs requis pour faire face à ce défi, nonobstant la faible situation financière de la plupart des pays les plus touchés d'Afrique. Dans ce cadre, la grande partie des fonds nécessaires devra venir de sources extérieures.

Un fossé immense existe encore entre les besoins annuels estimés à 3-4 milliards de dollars pour la lutte contre le VIH/SIDA et les dépenses annuelles actuelles de 0,3 - 0,4 milliards de dollars.

Partant de l'analyse préliminaire des données disponibles, il est proposé que les besoins de l'Afrique soient couverts au moyen d'une combinaison des accroissements des financements intérieurs et extérieurs.

Au niveau local, il est suggéré qu'un montant de 0,8 à 1,6 milliards de dollars soit mobilisé, soit 0,25 - 0,5 pour cent du PIB ou 1-2 pour cent de ce que les gouvernements africains dépensent actuellement.

La différence de 1,4 - 3,2 milliards serait couverte par une combinaison de dons venant de l'extérieur (de préférence) et de prêts à intérêts réduits.

Dans le présent document, des cibles financières indicatives ont été proposées pour les principales institutions financières qui octroient de l'aide extérieure à l'Afrique pour les programmes de lutte contre le SIDA - les gouvernements bilatéraux, les banques multilatérales, les fondations caritatives et les sociétés privées - qui ensemble totalisent 2,5 milliards chaque année.

La réalisation de ces objectifs d'accroissement des financements par les gouvernements africains et les sources extérieures au cours des trois prochaines années est faisable, à condition que tous les partenaires agissent simultanément et en collaboration afin de pouvoir multiplier par dix les ressources mobilisées dans ce cadre.

Il reste encore la nécessité de mettre rapidement en place la capacité des institutions africaines à utiliser efficacement les ressources accrues pour le financement de la lutte contre le VIH/SIDA. A cet effet, le présent document propose que la mise en place des capacités soit entreprise dans le cadre de l'accroissement substantiel des financements plutôt que de la considérer comme un préalable.

Avec un engagement politique explicite, appuyé par l'affectation de ressources financières locales et une forte augmentation des financements extérieurs, l'Afrique peut réussir à renverser rapidement la tendance du VIH/SIDA sur le continent.

1. Le défi

Le défi du VIH/SIDA en Afrique est clair : le renversement du cours de la pandémie est crucial pour le développement durable, l'avenir de millions d'enfants et la sécurité des sociétés. De sombres statistiques illustrent cette catastrophe humaine. Les effets de la pandémie du VIH sur l'Afrique ont été énormes : depuis que le virus a été détecté sur le continent au début des années 1980, plus de 17 millions de personnes sont mortes du SIDA. Au cours de la seule année 2000, environ 2,4 millions d'Africains ont succombé à cette maladie, et d'autres 3,8 millions ont été infectés par le virus du VIH¹. Le SIDA est devenu aujourd'hui la principale cause de décès en Afrique. La pandémie réduit les taux de croissance économique des nations, compromet la performance des services publics et des entreprises privées, et appauvrit des millions de familles. Elle réduit les avantages sociaux durement gagnés par le développement des ressources humaines, y compris l'espérance de vie, les revenus et l'éducation.

Pour renverser la tendance destructrice du VIH/SIDA en Afrique, il faut une campagne soutenue à grande échelle, se basant sur les cas de succès. Cette campagne inclurait diverses actions visant à prévenir de nouvelles infections, soigner les personnes infectées, réduire les effets négatifs de la pandémie - le tout sous-tendu par l'expression d'une très grande volonté politique et par l'affectation de très grandes sommes d'argent.

- *Une telle campagne de lutte contre le SIDA coûtera littéralement des milliards de dollars chaque année, pendant la prochaine décennie ou plus, par rapport aux quelques centaines de millions actuellement dépensés pour combattre cette pandémie.*
- *D'où viendra cet accroissement du niveau de financement ? Comment l'organisera-t-on ? Que peuvent faire les leaders africains pour obtenir ce flux beaucoup plus élevé des ressources financières pour le SIDA ? Et que peut faire le reste de la communauté internationale pour aider ?*

Cette brève présentation expose le cas des milliards de dollars pour la lutte contre le SIDA en Afrique et propose un plan de financement audacieux mais réalisable pour la mobilisation de ressources de cette envergure, et elle met en exergue un certain nombre d'actions à entreprendre aujourd'hui pour mettre en œuvre une vaste mobilisation de ressources pour la lutte contre le SIDA.

2. Quel est le montant des fonds nécessaires ?

Une récente étude propose que tous les ans, à partir de maintenant et pendant la prochaine décennie ou plus, **3 - 4 milliards de dollars par an sont nécessaires pour financer un combat à grande échelle contre le VIH/SIDA en Afrique.**

Avec un tel niveau de financement, les pays africains pourraient mettre en œuvre diverses activités qui se sont déjà révélées efficaces dans la prévention du SIDA, les soins et l'appui aux malades, y compris la fourniture des traitements antirétroviraux à une grande partie des populations séropositives qui peuvent être ciblées au cours des prochaines années. (Voir plus loin la liste des activités comprises dans ces estimations).

¹ ONUSIDA, AIDS Epidemic Update, décembre 2000, Genève.

A cause des incertitudes, aussi bien des coûts unitaires exacts que des niveaux de couvertures réalisables, les besoins de financement sont exprimés plutôt en fourchettes de chiffres qu'en chiffres exacts².

Ce montant de 3 - 4 milliards de dollars par an serait réparti comme suit :

- **1 - 1,6 milliards de dollars pour les activités de prévention** : des interventions focalisées sur les jeunes, les prostituées et leurs clients (ex. les conseils par des pairs, l'information, l'accès aux préservatifs) ; le marketing social et la fourniture publique des préservatifs ; un meilleur traitement des infections sexuellement transmissibles ; les conseils et les test volontaires du VIH; la prévention sur les lieux de travail, y compris pour les militaires et les routiers ; mesures de protection de la banque nationale de sang, prévention de l'infection des nouveaux-nés par les mères ; et les campagnes médiatiques.
- **1 - 1,3 milliards de dollars pour les soins et l'appui aux personnes vivants avec le SIDA**, à l'exception du traitement antirétroviral : soins palliatifs, traitement dans les cliniques et les hôpitaux de ce que l'on appelle les « infections opportunistes » des séropositifs (ex. la tuberculose, la diarrhée, les éruptions cutanées) ; les soins à domicile et soins communautaires ; l'appui à l'éducation et à la nutrition des enfants orphelins du SIDA ; et l'appui psychosocial et les conseils aux personnes infectées et à leurs familles.
- **0,8 - 1,2 milliards de dollars pour les antirétroviraux**, en se basant sur la trithérapie aux plus bas prix récemment annoncés par un certain nombre de grandes firmes pharmaceutiques, y compris les détenteurs de brevets et les fabricants de médicaments génériques.
- **100 - 200 millions de dollars pour le renforcement des organes nationaux de coordination de la lutte contre le SIDA** et les Centres africains d'excellence dans la recherche, la formation et la surveillance sur le SIDA.

² Le calcul des ressources requises pour un effort accru dans la lutte contre le SIDA est basé sur :

- Les caractéristiques démographiques actuelles et projetées de la population, le nombre de personnes infectées au VIH en Afrique (25,3 millions de personnes) et l'estimation de leur progression dans les prochaines années, ainsi que le nombre escompté de maladies liées au VIH - tout cela donne une estimation du nombre d'Africains qui bénéficieraient de la prévention, des soins et d'une amélioration s'ils pouvaient être ciblés.
- La précision d'un ensemble d'actions et de services qui se sont avérés efficaces pour les programmes sur le SIDA en Afrique et dans d'autres parties du monde - c'est à dire l'ensemble des activités que tous les pays doivent mettre en place pour lutter efficacement contre la pandémie, tout en les adaptant aux conditions locales.
- Le coût moyen de tous ces services, d'après l'expérience réussie de certains pays. Une représentation optimiste mais réaliste de la population, en commençant par la situation actuelle en Afrique et en supposant que les services seront améliorés dans les années à venir. En d'autres termes, les infrastructures existantes seront utilisées au maximum pour cibler les communautés et les individus, et elles seront aussi développées pendant la décennie à venir.

La majeure partie du travail sur l'estimation du coût d'une réponse accrue provient des documents de briefing de l'ONUSIDA pour la Conférence internationale sur le VIH/SIDA de Durban, Afrique du Sud, juillet 2000, et la Banque mondiale, Cost of Scaling HIV Program Activities to a National Level in Sub-Saharan Africa, 17 novembre 2000.

L'expérience des quelques pays africains qui ont déjà enregistré d'importants succès sur tout leur territoire dans la lutte contre le VIH/SIDA, montre que les avantages de cet investissement par milliards de dollars pour une réponse à grande échelle contre la pandémie en Afrique seraient immenses. Des millions d'infections pourraient être évitées et des vies humaines sauvées. D'autres millions déjà infectés par le VIH auraient la chance de vivre plus longtemps et en meilleure santé - actuellement, plus de 25 millions d'Africains vivent avec le virus du VIH. Des millions d'enfants qui autrement ne pourraient pas être scolarisés ou n'auraient pas de soutien parental solide à cause du SIDA, auraient la chance d'avoir une bonne éducation ; et un environnement familial stable et enrichissant leur serait rendu. La hausse des taux de croissance économique annuelle irait jusqu'à 2 pour cent, et la capacité des pays africains à combattre la pauvreté serait sensiblement renforcée.

3. Combien consacre-t-on actuellement au SIDA en Afrique - Et quelle est la taille du fossé ?

Malheureusement, l'écart entre les 3 - 4 milliards de dollars requis chaque année pour la lutte contre le SIDA en Afrique et le financement actuel des programmes sur le SIDA est très grand. Tandis que les chiffres du financement actuel des programmes sur le SIDA ne sont pas précis, il semblerait qu'aujourd'hui les pays africains dépensent 300 - 400 millions de dollars par an dans le SIDA. Ce chiffre n'atteint même pas 10 pour cent des fonds nécessaires.

Ces chiffres sont décourageants. En 1996 -97, un total de 165 millions de dollars a été dépensé dans les programmes du SIDA en Afrique, dont 150 millions provenaient de sources extérieures (institutions donatrices, banques multilatérales, organisations des Nations Unies), et 15 millions des gouvernements africains³.

Les estimations d'une enquête des pays donateurs effectuée l'année dernière suggère que le financement extérieur pour le SIDA en Afrique peut avoir augmenté jusqu'à environ 210 millions de dollars en 1998. Les autres accroissements intervenus au cours de ces deux dernières années ont porté les dépenses totales sur le SIDA à 300 - 400 millions pour l'an 2000, et les récents engagements financiers (voir plus loin) indiquent que les décaissements réels monteront aussi dans les prochaines années. Mais il est nécessaire de faire un très grand bond dans le financement pour combler le fossé qui s'est creusé au cours des années 1990.

4. Comment mobiliser ces milliards pour le SIDA en Afrique ?

4.1 Principes directeurs

Afin de faire un très grand bond dans le financement des programmes de lutte contre le VIH/SIDA, *une série de principes globaux de partage de responsabilités est essentielle pour la coopération entre les gouvernements africains et toutes les autres parties impliquées*. Ces principes sont notamment les suivants :

³ ONUSIDA, Level and Flow of national and international resources for the response to HIV/AIDS, 1996-97, Genève 1999.

- Les milliards ne peuvent être mobilisés qu'avec la constitution d'une grande coalition des partenaires dont les gouvernements africains, les agences bilatérales, les banques multilatérales de développement, les fondations, les entreprises privées, les ONG et les autres groupes de la société civile. Toutes ces institutions doivent apporter une grande contribution financière. Le partenariat international contre le VIH/SIDA en Afrique (IPAA) constitue un cadre pour une action conjointe de cette coalition.
- Les gouvernements africains seraient à l'avant-garde de l'affectation de certains de leurs propres fonds publics aux programmes du SIDA, pour démontrer leur engagement à la lutte contre le VIH/SIDA. En d'autres termes, quel qu'en soit le niveau, le premier engagement doit venir des budgets publics africains.
- Il est proposé que les pays africains envisagent systématiquement de consacrer au SIDA un pourcentage déterminé de leurs richesses nationales ou de leurs ressources budgétaires. Ces pourcentages, qui auraient été déterminés par des experts africains et approuvés par les leaders africains eux-mêmes, pourraient être basés sur le produit national brut, les dépenses publiques, ou tout autre indicateur similaire. Les pourcentages peuvent aussi varier avec des facteurs tels que le niveau de l'infection du VIH/SIDA dans le pays et le niveau du revenu national par habitant. Un objectif réaliste et significatif serait de voir les pays africains allouer 1 - 2 pour cent de leurs budgets publics à la lutte contre le SIDA. (Voir plus loin).
- Les contributions extérieures aux ressources financières des programmes de lutte contre le SIDA devraient refléter les principes d'équité et de partage du fardeau au sein des pays donateurs, les pays riches apportant la plus grande part de contribution. De même, la proportion du financement extérieur pour le SIDA dans divers pays africains devrait varier avec le niveau de développement économique. A cet effet, la part des fonds extérieurs aux pays les plus pauvres touchés par le SIDA s'accroîtrait, ce qui réduirait le besoin de plus de ressources intérieures, déjà très rares. De même, la part de ressources extérieures allouées aux pays à moyen revenu, qui sont dans une meilleure position pour mobiliser les fonds, serait proportionnellement inférieure. Bien entendu, la mise en œuvre de ce principe devrait refléter au mieux les différences nationales dans l'incidence de l'épidémie et ainsi l'ampleur de la tâche à accomplir.
- Etant donné la volonté politique, tous ces besoins d'un important appui extérieur de la part des pays plus nantis peuvent être comblés, comme en témoignent les engagements massifs des pays riches dans la reconstruction et la stabilisation de l'Europe du Sud-Est, pour ne citer que ce seul exemple. Cependant, la tragédie humaine des guerres des Balkans est relativement mineure par rapport aux millions d'Africains qui meurent du SIDA.

Si ces principes de responsabilité partagée sont respectés, un plan audacieux, ambitieux et réaliste pour le financement des actions de lutte contre le VIH/SIDA en Afrique peut être mis au point. Il est crucial que les leaders africains se mettent ensemble et définissent les objectifs de leurs propres contributions financières à cet effort de 3 - 4 milliards de dollars, tout en encourageant les autres partenaires à se fixer des objectifs quantifiables. Ainsi, un plan de financement réaliste serait mis en place et suivi, avec une responsabilité et un sens du devoir partagé.

4.2 Plan de financement

Partant de l'analyse préliminaire des données disponibles, il est proposé que les besoins de l'Afrique soient couverts au moyen d'une combinaison des accroissements des financements intérieurs et extérieurs.

Au niveau local, il est suggéré qu'un montant de 0,8 à 1,6 milliards de dollars soit mobilisé, soit 0,25 - 0,5 pour cent du PIB ou 1-2 pour cent de ce que les gouvernements africains dépensent actuellement⁴.

La différence de 1,4 - 3,2 milliards serait couverte par une combinaison de dons venant de l'extérieur (de préférence) et de prêts à taux réduit.

En tenant compte de la capacité financière des différentes parties, il est proposé que ces objectifs soient atteints d'une manière réaliste au cours des trois prochaines années.

Les gouvernements africains pourraient apporter, comme leur part de contribution, juste un ou deux pour cent des recettes actuelles du gouvernement central (Voir Annexe I pour les détails). Pour les pays faisant partie de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés qui s'efforcent d'élargir leurs dépenses sur les activités de réduction de la pauvreté y compris le VIH/SIDA, l'objectif devrait être de consacrer au moins 20 pour cent de leur épargne sur le budget dans le cadre de la réduction de la dette aux activités de lutte contre le SIDA. Pour les 18 pays africains qui ont déjà conclu des accords de l'Initiative PPTE, cela équivaut à 260 millions de dollars par an. Quatorze autres pays africains pourraient aussi conclure les accords de l'Initiative PPTE dans un proche avenir.

Pour harmoniser *les besoins de financement extérieur* proposés plus haut, une série d'institutions publiques et privées déjà activement impliquées dans la lutte contre le VIH/SIDA seraient invitées à accroître leur appui. Les objectifs possibles à envisager sont notamment les suivants :

- *1,1 milliard par an en dons de la part des gouvernements bilatéraux*, ou environ 4 pour cent de l'Aide au développement disponible à des fins sectoriels, tel que défini par le Comité de l'aide au développement de l'OCDE. Le DAC indique dans son rapport que cette part de l'Aide au développement s'élevait à 27 milliards de dollars en 1999, la toute dernière année pour laquelle les chiffres sont disponibles. Environ un pour cent de ce chiffre (soit 270 millions) est alloué au VIH/SIDA dans le monde, y compris l'Afrique⁵. En d'autres termes, l'Aide au développement pour le SIDA en Afrique s'accroîtrait de plus de quatre fois avec ce scénario.
- *600 millions de dollars par an en dons (de préférence) de la part des banques multilatérales et en prêts avec des intérêts réduits*. A titre de référence, les prêts à taux réduits de l'Association internationale pour le développement (IDA) de la Banque mondiale s'élevaient à 4,4 milliards de dollars l'année dernière, tandis que les prêts et les dons de la Banque africaine pour le développement totalisaient 1,2 milliards en 1999.

⁴ Plus d'information sur les PIB par pays en annexe.

⁵ Organisation pour la coopération économique et le développement, Donor reporting system data for 1999, Paris.

- **250 millions de dollars par an de la part des fondations caritatives et des ONG internationales.** Un grand groupement de fondations basées aux Etats Unis aurait atteint 2,5 milliards de dollars de dons en 1999. Seul environ un pour cent de ce chiffre était consacré au VIH/SIDA⁶. Un certain nombre de ces fondations ont indiqué qu'elles envisageaient d'accroître substantiellement leur financement pour le SIDA en Afrique au cours des prochaines années.
- **500 millions par an pour les entreprises sous forme de contributions en nature et de dons.** Tandis que des informations disponibles dans le monde entier sur les contributions des communautés d'affaires aux objectifs sociaux sont très rares, il est clair que ce genre de « dons » des entreprises est une activité qui se chiffre en plusieurs millions de dollars. Une récente étude⁷ a révélé que les entreprises officiellement enregistrées qui faisaient le plus de dons en 1999 totalisaient 2,7 milliards de dollars de contributions en argent et en nature.

Si chacun de ces objectifs présentés était réalisé, 2,5 milliards de dollars au total seraient ainsi générés de sources extérieures pour le VIH/SIDA en Afrique, ce qui répondrait à l'objectif global proposé pour le financement extérieur.

4.3 Les raisons d'espérer

Il y a un certain nombre de signes encourageants qui indiquent qu'il est possible de mobiliser plus de ressources pour les programmes de lutte contre le VIH/SIDA en Afrique.

- Au niveau des **gouvernements africains** eux-mêmes, il y a une volonté croissante d'allouer des ressources budgétaires au programme national de lutte contre le SIDA. L'information collectée sur un échantillon de huit pays à faible revenu qui ont récemment conclu des accords de réduction de la dette au titre de l'Initiative PPTE indiquent qu'ils totalisent ensemble un budget de 30 millions de dollars pour les activités de lutte contre le SIDA provenant de leurs économies faites dans le cadre de l'Initiative PPTE. Quatre autres pays ne faisant pas partie de l'Initiative ont alloué plus de 80 millions de dollars de leurs budgets nationaux au programme sur le SIDA au cours de cette année, contre moins de 20 millions de dollars pour l'an 2000. Il s'avère urgent d'établir des données plus complètes sur les fonds budgétés et dépensés par les gouvernements africains sur le VIH/SIDA.
- **Les agences d'aide bilatérale** dans leur ensemble ont décidé d'augmenter leurs subventions financières aux activités de lutte contre le SIDA en Afrique. Au cours de ces deux dernières années, il y a eu des accroissements substantiels des fonds engagés par un certain nombre de pays dont les Etats Unis (de 160 millions de dollars en 1998 à 460 millions), le Canada (de 15 millions à 22 millions de dollars), le Royaume Uni (de 26 millions à 41 millions de dollars), et d'autres. Plus d'accroissements sont attendus cette année.
- **Les banques multilatérales**, dont la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, ont lancé des initiatives visant à augmenter leur aide financière aux activités de lutte contre le SIDA en Afrique. La Banque mondiale est en voie d'engager, sur moins de douze mois, 500

⁶ Foundation grants to HIV/AIDS 1988-1998 and committed to 2003, janvier 2000 ; site web http://www.comminit.com/other_representation/hivaids_funding_pres.

⁷ The Companies that Gave the Most, Worth magazine, décembre/ janvier 2001.

millions de dollars dans plus d'une douzaine de pays africains dans le cadre d'un programme multinational sur le SIDA (MAP), entre septembre 2000 et juillet de cette année. La banque recourt à des procédures très accélérées pour approuver les projets du MAP et transférer les fonds aux pays africains. La Banque Africaine de développement a récemment approuvé un projet sur le SIDA pour la Zambie et d'autres sont en cours d'examen.

- **Les fondations caritatives et les ONG internationales** manifestent un intérêt renouvelé dans les activités d'appui aux programmes de lutte contre le SIDA en Afrique. Des exemples concrets, à savoir la Fondation de l'ONU utilisant les ressources léguées par Ted Turner, a récemment approuvé environ 300 millions de dollars pour la lutte contre le SIDA chez les adolescentes de huit pays de l'Afrique australe. La Fondation Bill & Melinda Gates a approuvé plus de 100 millions de dollars pour la recherche d'un vaccin, le renforcement des capacités et les activités de prévention du SIDA au Botswana, au Nigeria et dans d'autres pays africains.
- Le potentiel des **entreprises privées en Afrique**, y compris les sociétés et nationales que multinationales, vient juste de commencer à être exploité dans la lutte contre le SIDA. Certaines entreprises ont mis en place d'excellents programmes d'éducation, de prévention et de soins pour leurs travailleurs. Dans des pays comme la Zambie, les principaux employeurs privés se sont mis ensemble dans le cadre des « conseils professionnels nationaux contre le SIDA ». Et quelques grandes entreprises cherchent activement un moyen d'utiliser leurs propres forces non financières - comme par exemple leurs infrastructures et compétences de commercialisation et de communication - pour appuyer les efforts nationaux de lutte contre le SIDA en Afrique.

5. Quels sont les mécanismes clé, actuels ou futurs, qui sont requis pour la mobilisation des milliards pour la lutte contre le SIDA en Afrique ?

Pour mobiliser d'une manière durable le financement d'un haut niveau pour le SIDA en Afrique, une série de mécanismes doit être mise en place :

- Sur le plan politique, la poursuite d'un solide **plaidoyer politique de haut niveau et la recherche d'un consensus** est nécessaire pour démontrer la ferme résolution des leaders politiques africains, ainsi que l'engagement des partenaires extérieurs à se joindre à eux pour mettre au point un plan de financement par milliards de dollars. Un ensemble d'importantes réunions de haut niveau tenues au cours de la période de 1999 - 2000 et cette année, qui ont débuté avec la réunion des Ministres africains des Finances et de la planification organisée par la CEA en mai 1999, la Conférence internationale sur le SIDA en Afrique (ICASA) à Lusaka en octobre 1999, la Conférence mondiale sur le SIDA de Durban en juin 2000, le Forum pour le développement en Afrique de décembre 2000, et qui se termine avec le Sommet des Chefs d'Etat sur le SIDA qui se tient à Abuja en avril 2001 et la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies en juin de cette année, constituent une série de cadres de mobilisation de cet important appui politique.
- A un niveau plus technique, **les plans stratégiques nationaux africains sur le SIDA** doivent rester à la base de toute mobilisation accrue d'un appui financier pour les pays. Ces plans peuvent être améliorés en y ajoutant une évaluation plus complète et plus précise des coûts des stratégies et des actions qui y sont proposées. Les tables rondes des donateurs tenues dans ce cadre dans un

certain nombre de pays africains l'année dernière démontrent l'un des moyens de vendre un plan financier commun pour le SIDA à un grand nombre d'organisations partenaires.

- En même temps, la mobilisation de ressources au niveau national peut être renforcée par la création d'un *fonds mondial sur le SIDA*. Ce projet est actuellement en cours de discussion. Le fonds pourrait avoir un certain nombre de caractéristiques spéciales qui contribuent des centaines de millions de dollars en plus dans le financement des activités nationales de lutte contre le SIDA, ce qui contribuerait à combler l'écart de financement. L'étendue, la gestion et les Aide au développementalités de fonctionnement de ce fonds mondial sur le SIDA devront être définies et convenues par les principales parties impliquées. Le fonds mondial sur le SIDA soutiendrait les actions nationales proposées dans les plans nationaux de lutte contre le SIDA et accroîtrait le flux du financement des institutions donatrices des pays africains, évitant tout conflit avec les priorités fixées individuellement par les pays.
- Enfin, un effort réussi et soutenu de mobilisation de ressources pour le VIH/SIDA dépendra de l'existence d'un *système de suivi et d'évaluation* solide. Cela est important pour s'assurer qu'individuellement les pays maintiennent l'exactitude et la vitesse des flux des fonds engagés et déboursés. De plus, une évaluation honnête et transparente de l'utilisation des ressources et de leur impact dans la réduction de la pandémie du VIH est aussi cruciale pour la sauvegarde de la crédibilité de l'effort dans son ensemble.

La mise en place d'un solide système de suivi et d'évaluation des financements des actions sur le SIDA en Afrique signifiera la fusion d'un certain nombre de systèmes actuels tels que le système de rapports de l'OCDE pour les donateurs, le système de suivi des dépenses publiques du FMI et autres pour le secteur privé, y compris les entreprises commerciales et les organisations caritatives (fondations). Ce système nécessite la coopération et l'appui technique d'un certain nombre d'institutions ayant la capacité de suivi dans ce domaine, dont notamment la Banque mondiale, la Commission économique pour l'Afrique et l'ONUSIDA dans le cadre de l'IPAA.

6. Prochaines étapes proposées pour la mobilisation de ressources - que peuvent faire les leaders africains?

La mobilisation de 3 - 4 milliards de dollars pour le SIDA en Afrique exige un leadership exceptionnel à tous les niveaux, à commencer par les leaders nationaux africains eux-mêmes. Les étapes importantes pour les leaders nationaux sont entre autres les suivantes:

- *Veiller à terminer à temps l'élaboration des plans stratégiques nationaux de haute qualité sur le SIDA* qui indiquent les grandes lignes des actions proposées pour le pays et les estimations budgétaires des ressources nécessaires sur une période de 3 à 5 ans. Au cours de ces deux dernières années, plus de 25 pays africains ont finalisé des plans globaux sur le SIDA, à l'aide du format méthodologique mis au point par l'ONUSIDA. Certains de ces plans, mais pas tous, comportent une estimation détaillée des coûts. Lorsque les coûts semblent sous-estimés, cela devrait être corrigé d'urgence. De même, les autres pays africains doivent finaliser cette année et l'année prochaine leurs propres plans stratégiques nationaux en tant que base obligatoire pour la mobilisation de ressources. Ce travail incombera normalement au responsable du conseil ou programme national sur le SIDA.

- **Intégrer pleinement le SIDA dans les documents de stratégie nationale de réduction de la pauvreté (PRSP) et les accords d'allégement de la dette au titre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTTE).** Les liens étroits entre le SIDA et la pauvreté sont de plus en plus examinés et compris (note de bas de page SIDA, Réduction de la pauvreté et allégement de la dette, 2000). Ainsi, les principales lignes d'action du plan national sur le SIDA et les principaux indicateurs de la performance doivent être considérés comme des stratégies et des indicateurs essentiels de la lutte contre la pauvreté dans chaque pays, qui doivent avoir une place de choix dans les documents de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté. De même, les engagements d'allégement de la dette de l'initiative PPTTE dans les pays gravement affectés par le VIH/SIDA devraient contenir des éléments importants de la mise en œuvre du programme national de lutte contre le SIDA, ainsi que des engagements à allouer une partie des économies réalisées dans le cadre de l'allégement de la dette aux dépenses globales du programme de lutte contre le SIDA. Dans beaucoup de pays, faire du SIDA une partie importante des PRSP et de l'Initiative PPTTE dépendra du leadership du ministère des Finances, avec une forte contribution du conseil national sur le SIDA ou d'un organe similaire.
- **Engager des fonds nationaux substantiels sur le budget national, en faveur du plan stratégique national,** conformément aux lignes proposées plus haut. Il s'agit aussi bien des fonds puisés sur le budget régulier que des économies réalisées sur les programmes d'allégement de la dette et d'autres taxes spéciales là où elles existent. Au-delà des propositions de budget sur le SIDA actuellement présentées par les ministères des Finances de certains pays africains, de véritables actions de lutte contre le VIH/SIDA avec des fonds publics dépendront des lois qui approuvent ces budgets et des autorités des finances qui débloquent l'argent que dépensent les gouvernements et les ONG.
- **Mener une campagne de mobilisation de ressources** au niveau national, ciblant les entreprises privées locales et les organisations extérieures partenaires, grâce à des tables rondes et autres moyens, pour mobiliser les ressources requises par la mise en œuvre du plan national de lutte contre le SIDA. Des campagnes de mobilisation de ressources, conduites par le ministère des Finances, ont été récemment menées dans beaucoup de pays de l'Afrique australe. Il reste encore beaucoup à faire dans ce domaine.
- **Renforcer les capacités aux niveaux national et local** pour absorber et utiliser efficacement les ressources financières additionnelles dans la lutte contre le VIH/SIDA. Cela implique le perfectionnement des compétences de planification et de mise en œuvre des programmes de lutte contre le SIDA par divers ministères dont notamment celui de la Santé, l'Éducation, le Transport, l'Agriculture et la Défense dans le cadre d'une approche multisectorielle. En même temps, les organes nationaux de coordination de la lutte contre le SIDA, dont certains viennent juste de voir le jour en Afrique, devront vite s'adapter pour entamer le travail de mobilisation de ressources et jouer le rôle de catalyseur de la mise en œuvre à un niveau souvent plus élevé que par le passé. L'expérience des pays qui ont connu relativement plus de succès dans la lutte contre la pandémie indique que la capacité d'utilisation efficace de plus de ressources dépend aussi de l'implication la plus directe possible des ONG et autres groupes communautaires et des mécanismes financiers qui canalisent les ressources dans les initiatives locales. Compte tenu de l'urgence de la crise du VIH/SIDA en Afrique, il est proposé que le renforcement des capacités

soit initié en même temps que l'accroissement des fonds, et non comme une condition préalable à cette mobilisation de ressources financières.

- Mettre en place dans chaque pays un système solide de surveillance des finances du programme national sur le SIDA et d'élaboration des rapports, en toute transparence et avec un sens des responsabilités. Certains pays africains sont en train de mettre en place des comités de surveillance quasi-indépendants pour assurer le suivi de l'utilisation des fonds du gouvernement et des donateurs dans le cadre de l'Initiative d'allégement de la dette en faveur des pays pauvres très endettés. Un mécanisme similaire serait approprié pour les fonds mobilisés en faveur des activités de lutte contre le SIDA dans la mesure où il peut être espéré que ces fonds s'accroîtront sensiblement au cours des prochaines années. Une fois de plus, le leadership tant du ministère des Finances que de l'organe national chargé de la lutte contre le SIDA, ainsi qu'une collaboration étroite entre les deux parties seront nécessaires pour le succès de la mise en œuvre du système de surveillance financière des programmes de lutte contre le SIDA.

En même temps, les leaders africains gardent la responsabilité, en tant que principaux défenseurs d'un plus grand effort de mobilisation des 3 - 4 milliards de dollars pour la lutte contre le SIDA sur tout le continent. Cela suppose la participation active à Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/SIDA en juin de cette année, la mise au point de la principale déclaration et le plaidoyer sur la question de ressources au cours de la séance spéciale, en plénière et dans les tables rondes. Les leaders africains doivent être à l'avant-garde de la conception des initiatives globales visant à agrandir l'enveloppe allouée au SIDA, y compris un fond mondial éventuel sur le SIDA et une campagne pour l'implication du secteur privé dans la lutte contre le SIDA dans les pays en développement.

Pour leur part, les institutions financières extérieures ont l'importante responsabilité de trouver les moyens de simplifier leurs procédures d'examen, de décaissement et d'évaluation afin de ne pas finir par créer des goulets d'étranglement supplémentaires à l'utilisation efficace des ressources accrues pour la lutte contre le VIH/SIDA.

7. Conclusion

Il n'y a aucun doute que les 3 - 4 milliards de dollars par an pour les programmes sur le SIDA en Afrique ne résoudront pas le problème du VIH/SIDA. Il y a d'autres obstacles non financiers qui doivent aussi être surmontés tels que le déni continu, la stigmatisation des personnes infectées par le virus, la faible capacité des systèmes d'éducation, de santé et d'information pour atteindre les populations, et les écarts importants dans la capacité technique et de gestion pour planifier, mettre en œuvre et évaluer les activités de lutte contre le SIDA. Ces obstacles non financiers doivent être abordés avec forte détermination et avec imagination.

Par ailleurs, il n'y a point de doute non plus qu'un combat à grande échelle et soutenu contre la pandémie du VIH/SIDA en Afrique ne peut se faire sans accroissement substantiel des ressources financières. L'objectif des 3 - 4 milliards de dollars est ambitieux par rapport aux niveaux actuels des dépenses sur le SIDA, qui ne constituent qu'une modeste part des milliards de dollars souhaités.

Mais encore une fois, 3 - 4 milliards de dollars par an n'est qu'un petit investissement si cela peut aider à sauver des millions de vies et épargner éventuellement l'avenir d'un continent. C'est un investissement auquel les gouvernements africains et la communauté internationale doivent consentir, et de toute urgence.

Annexe: Scénarios du financement intérieur des programmes de VIH/SIDA en Afrique

Pays	Taux de prévalence du VIH* (adulte)	PIB **	0.25% du PIB	0.5% du PIB	Revenus actuels du gouv.
	1999	1999	1999	1999	1999
	(%)	USD million	USD million	USD million	USD million
Pays avec un taux de prévalence du VIH de moins de 5%					
Angola	2,78	5.600	14	28	2.699
Bénin	2,45	2.402	6	12	380
Tchad	2,69	1.574	4	8	131
Comores	0,12*	197	0	1	42
Guinée Equatoriale	0,51	696	2	3	141
Erythrée	2,87*	670	2	3	196
Gabon	4,16	4.600	12	23	1.325
Gambie	1,95	437	1	2	79
Ghana	3,60	7.606	19	38	1.536
Guinée	1,54	3.693	9	18	384
Guinée-Bissau	2,50	221	1	1	37
Liberia	2,80	N.A.	N.A.	N.A.	N.A.
Madagascar	0,15	3.733	9	19	452
Mali	2,03	2.500	6	13	448
Mauritanie	0,52	959	2	5	265
Ile Maurice	0,08*	4.233	11	21	885
Niger	1,35	2.067	5	10	188
Sénégal	1,77	4.791	12	24	829
Sierra Leone	2,99	669	2	3	71
Total partiel 1			117	233	10.084
Pays avec un taux de prévalence du VIH de 5-10%					
Burkina Faso	6,44	2.643	7	13	426
Cameroun	7,73	9.187	23	46	1.424
Congo	6,43	2.273	6	11	702
République demo. Congo	5,07	6.964	17	35	954
Nigeria	5,06	34.100	85	171	10.401
Togo	5,98	1.506	4	8	230
Rép. unie de Tanzanie	8,09	8.777	22	44	930
Ouganda	8,30	6.349	16	32	692
Total partiel 2			179	359	15.759
Pays avec un taux de prévalence du VIH de plus de 10%					
Botswana	35,80	5.996	15	30	2.550
Burundi	11,32	701	2	4	128

République centrafricaine	13,84	1.053	3	5	97
Côte d'Ivoire	10,76	11.223	28	56	2.142
Djibouti	11,75	519	1	3	N.A.
Ethiopie	10,63	6.534	16	33	1.145
Kenya	13,95	10.603	27	53	2.545
Lesotho	23,57	874	2	4	361
Malawi	15,96	1.820	5	9	302
Mozambique	13,22	4.169	10	21	734
Namibie	19,54	3.075	8	15	1.098
Rwanda	11,21	1.956	5	10	262
Afrique du Sud	19,94	131.127	328	656	40.125
Swaziland	25,25	1.223	3	6	366
Zambie	19,95	3.125	8	16	550
Zimbabwe	25,06	5.608	14	28	1.529
Total partiel 3			474	948	53.934
Total			770	1.540	80.447

**Site web de la Banque mondiale (<http://www.worldbank.org/html/extdr/regions.htm>)

* Rapport sur l'andemie mondiale du VIH/SIDA juin 2000. ONUSIDA